
Cogestion et collectivités autochtones : entraves et rapprochements dans la gestion décentralisée des ressources – introduction

Joseph J. Spaeder *J.J. Spaeder Consulting*
Harvey A. Feit *McMaster University*

Analyses de la cogestion

Depuis quelques décennies, nous observons une profusion de nouvelles institutions décentralisées pour la gestion des ressources. Celles-ci se sont développées en raison des efforts déployés par des administrateurs de l'État et des usagers locaux de ressources pour répondre à un ensemble de crises, de conflits et de dilemmes relatifs aux ressources de propriété commune. Par le biais de processus appelés alternativement «cogestion», «gestion coopérative» ou «gestion communautaire», les administrateurs de l'État et les usagers locaux ont créé ensemble une multitude de nouvelles institutions décentralisées de propriété commune. En tant qu'entreprises conjointes, ces institutions conjuguent différents aspects des modes de gouvernance en vigueur aux niveaux des collectivités locales et de l'État.

Cette prolifération d'institutions de propriété commune s'accompagne de tentatives d'analyse de ces institutions, aussi la littérature sur la cogestion est-elle en pleine expansion. Les analyses portant sur la cogestion se diversifient alors que sont adoptées des approches analytiques variées et qu'émerge un amalgame complexe de résultats de recherche divergents et parfois contradictoires. Ce numéro spécial d'*Anthropologica* tente d'explorer cette diversité et de soulever un ensemble de thèmes et de questions ayant trait à la cogestion. Il cherche également à mettre en relief la recherche en cours sur les rapports entre les collectivités autochtones et les États-nations. Les auteurs de ce numéro adoptent des approches analytiques variées (certains d'entre eux plus d'une à la fois) et les articles se penchent collectivement sur les questions soulevées par l'écologie politique, les formes de contrôle déployées par les États-nations modernes, les approches critiques des questions relatives à l'habilitation («empowerment»), et les visions autochtones des rapports qu'ils entretiennent avec l'État. Les résultats présentés dans ces articles ne se correspondent

pas, et ne cadrent pas implicitement avec l'une ou l'autre des approches théoriques employées. Néanmoins, ils posent des questions essentielles et se penchent sur des enjeux d'importance émergeant de ce domaine de recherche en pleine expansion. Ce faisant, ils remettent également en cause quelques-unes des approches et pré-suppositions moins récentes.

La littérature antérieure portant sur les effets de la gestion décentralisée des ressources était nettement partagée. Les discussions sur l'efficacité de la gestion décentralisée étaient truffées de discours d'enchantement et de désenchantement face aux potentialités de la cogestion (*Sensu* Agrawal et Gibson 1999). De tels discours prévalaient sur les analyses du développement des régimes de cogestion, particulièrement dans les études portant sur l'Amérique du Nord¹. Toutefois, s'il y avait bel et bien là un courant, il faut souligner que la plupart des discours critiques antérieurs visant à évaluer ces régimes étaient entravés soit par le fait que la plupart des institutions étaient trop jeunes pour présenter un historique, soit par l'insuffisance des données de base permettant l'analyse efficace de la performance de ces institutions. D'où les positions stéréotypées rencontrées dans une partie de la littérature. L'un des objectifs de ce numéro spécial sur la cogestion est de déplacer de façon persuasive les débats sur les régimes de cogestion en Amérique du Nord au-delà de ces oppositions et vers une étude plus complexe et systématique de comment les facteurs environnementaux, les régimes politiques, les traditions culturelles et le pouvoir génèrent et façonnent ces pratiques et institutions à échelles multiples pour la gouvernance des territoires et des peuples.

Un second courant s'est avéré également problématique dans la mesure où l'attention analytique a trop souvent porté étroitement sur les accords formels, qui décrivent simplement la structure des systèmes de cogestion. Cette tendance a eu pour effet de cantonner l'analyse de ces régimes à leurs configurations légales et politiques, et donc de limiter la compréhension des diverses façons dont les régimes de cogestion sont générés et modelés par des histoires locales de conflits, des droits de propriété contestés, et des stratégies politico-économiques nationales et mondiales. Par ailleurs, l'accent mis sur la documentation légale et politique a freiné l'analyse des usages et des effets des régimes de cogestion, ainsi que l'observation des modes de fonctionnement de ces régimes, lesquels s'avèrent parfois non désirés et non anticipés. La conjonction de ces deux courants a fait en sorte que d'importantes lacunes analytiques subsistent dans une bonne partie de la littérature sur les régimes de cogestion en Amérique du Nord. La littérature récente sur les cas africains et asiatiques a commencé à remédier à ce problème, or peu

d'études de ce genre ont été réalisées en Amérique du Nord jusqu'à ce jour (cf. toutefois la note de fin #1). Un autre des objectifs de ce numéro thématique est d'explorer des avenues pour combler ces lacunes.

Ainsi, pour cette parution, nous avons recherché des articles qui réinscrivent les institutions de cogestion au cœur des histoires locales et nationales, des revendications concurrentes pour la faune et pour les terres en friche, des répertoires locaux de résistance, ainsi que des enjeux du contrôle et de la gouvernance. Ces régimes se sont tous développés dans le contexte des formes de gouvernement démocratiques, libérales et néo-libérales qui caractérisent l'Amérique du Nord depuis quelques décennies. Les pratiques de cogestion analysées dans ces articles s'échelonnent des régimes formels, mis en place suite à d'amples négociations entre les peuples autochtones et l'État-nation autour des revendications de territoire, jusqu'à des systèmes parfois ad hoc de réglementation gouvernementale, en passant par des systèmes ayant pour origine l'action politique des intervenants locaux.

La cogestion est un champ de recherche interdisciplinaire, et les chercheurs en cogestion emploient des concepts et des méthodes tirés d'une vaste gamme de disciplines académiques et de sciences appliquées. Ceci se reflète dans les articles de cette parution, où les auteurs adoptent des cadres d'analyse provenant de l'anthropologie, de l'écologie de la conservation, des études environnementales, de la géographie, du droit, des sciences politiques, de l'histoire et de la gestion de ressources. Fait, par exemple, puise dans l'ethnohistoire, la gestion de ressources, les analyses des pratiques bureaucratiques et, comme plusieurs autres auteurs, dans les analyses post-foucauldienne de l'État. Goetze adopte, entre autres modèles analytiques, la gestion de conflit, la «confidence building theory» et la reconnaissance légale internationale des droits des peuples autochtones. Par ailleurs, la recherche en cogestion est étroitement liée à la recherche appliquée, et donc son style, ainsi que sa force, découlent le plus souvent de l'accent qu'elle met sur son application et de sa pertinence au niveau des politiques. Ainsi, l'un des éditeurs de ce numéro (Spaeder) détient un doctorat dans le champ interdisciplinaire de l'écologie humaine (Spaeder 2000) et travaille, depuis l'obtention de son diplôme, dans le domaine de la recherche appliquée en cogestion de la faune et des pêches, en connaissances écologiques traditionnelles et en ethnogéographie. Il emploie dans son travail des cadres d'analyse provenant de l'écologie de la faune, la gestion des ressources de propriété commune, l'analyse institutionnelle et l'écologie politique. À l'instar de plusieurs autres chercheurs dans ces domaines étroitement reliés (Goetze 2005; Pinkerton et Weinstein 1995;

Poffenberger 1996; Usher 1995), il concilie la recherche appliquée et la publication de textes académiques. En tant qu'éditeurs, nous souhaitons inviter des auteurs à développer des analyses qui stimulent la production académique et les débats fondamentaux en anthropologie, mais qui puisent également dans les diverses traditions interdisciplinaires de la cogestion.

La cogestion : le contexte en bref

Au cours des dernières décennies, le contrôle des ressources de propriété commune par des structures gouvernementales centralisées a généré quantité de conflits. Plusieurs collectivités locales bénéficiant de systèmes locaux bien développés de régime foncier, de connaissances écologiques et d'utilisation des ressources, se sont vues perdre leurs droits sur les terres et sur la gestion des ressources, à mesure que les gouvernements centralisés ont pris le contrôle de zones de l'arrière-pensée ignorées jusqu'alors². Ainsi, des collectivités locales ont été déplacées et ont perdu l'accès à des ressources clés, suite à la mise sur pied de parcs et d'aires protégées (Brockington 2002; Homewood et Rodgers 1991; Stevens 1997; West et Brechin 1991; Western 1994). Dans d'autres cas, des contrôles externes ont été imposés sur la faune, les pêches, les forêts, les terres en friche et les pâturages, lesquels étaient auparavant gérés localement. Par conséquent, l'accès aux ressources et la récolte par les collectivités locales, lorsque autorisés, sont maintenant soumis à des politiques et à des règlements élaborés par des institutions gouvernementales éloignées. Ceci est illustré dans les articles écrits pour cette parution par Spaeder, Mulrennan et Scott, Kofinas et Feit³. Ces forces d'encerclement ont fait en sorte que peu de collectivités demeurent hors de portée des structures gouvernementales pour le contrôle des ressources, et donc capables d'administrer les ressources locales par le biais d'institutions communautaires autonomes et auto-organisées (dans le sens employé par Ostrom, 1990).

Tel que le démontrent Spaeder et Feit dans ce numéro, les collectivités locales ont fréquemment défié, par le biais d'une résistance organisée ou informelle, ce qui leur semblait être des politiques et des structures gouvernementales de gestion de ressources à la fois coercitives et inefficaces. Colburn (1989), Taylor (1995) et Scott (1985) ont fourni des exemples moins récents de ces façons de défier l'autorité et le pouvoir. Dans certains cas, une résistance locale intense a effectivement limité ou démantelé des tentatives de programmes de gestion des ressources par l'État, comme en témoignent Dove (1986), Guha (1990) et Peluso (1993). En raison de forces antagonistes aux niveaux des collectivités locales et de l'État,

le conflit social a prévalu dans des contextes où ni les structures gouvernementales ni les institutions locales ne pouvaient assurer la gestion efficace, équitable ou légitime des ressources de propriété commune (Erlich et Magdanz 1994; Peluso et Watts 2001).

Dans le but soit de mitiger ces conflits, soit de les contourner et d'assurer une gestion de ressources durable, une pléthore de nouveaux régimes de cogestion a évolué depuis une quinzaine d'années, dans des contextes où ni le contrôle strictement local des ressources ni le contrôle de celles-ci par l'État ne s'avère possible ou efficace. Dans les faits, il existe différents types de cogestion, s'échelonnant de la consultation informelle jusqu'au partage égal et complet de l'autorité (cf. notamment la classification de Berkes et al. 1991). Ces expérimentations sociales, étroitement reliées, en gestion participative décentralisée constituent collectivement une reconfiguration fondamentale des institutions conventionnelles liant les gestionnaires de ressources aux collectivités locales qui dépendent de celles-ci. En Afrique de l'Est et en Amérique latine, cette approche est appelée «conservation communautaire» ou «conservation et développement intégrés»⁴. Elle a été prépondérante dans des régimes de cogestion des forêts en Asie du Sud-Est⁵, et dans la cogestion des parcs nationaux en Australie⁶.

La cogestion des ressources naturelles a été préconisée à la fois par les administrateurs de l'État et par les collectivités locales, bien que souvent pour des raisons fort différentes. Comme le démontrent dans ce numéro Mulrennan et Scott, Nadasdy, Kofinas et Feit, les gestionnaires de ressources au niveau de l'État affirment que ces institutions servent d'outil pour la réduction et la gestion du conflit : elles fournissent des structures de médiation pour la communication interculturelle ainsi que pour la dissémination ou la collecte des connaissances, et favorisent l'acquiescement aux mesures de conservation et de gestion. Dans certains cas, les gouvernements cherchent à neutraliser les institutions locales de gouvernance et de contrôle, et dans bien d'autres, la cogestion implique l'expansion des institutions de l'État dans de nouvelles régions⁷. À l'instar du développement, tel que l'affirment Ferguson (1990) et Escobar (1995), la cogestion peut favoriser la capacité de l'État-nation à gouverner les territoires et les peuples, et le déploiement des institutions et des moyens à travers lesquels ceux-ci deviennent les sujets de la gouvernance.

De même, les collectivités locales ont favorablement adopté cette approche pour leurs propres raisons : elle constitue une alternative efficace à certaines formes coercitives de gestion par l'État, ainsi qu'un outil permettant de préserver et d'accroître le contrôle local sur des déci-

sions en rapport aux ressources qui affectent leurs vies et impliquent l'État. Dans certains cas, la cogestion a informellement institutionnalisé les droits et les pratiques de gestion des collectivités locales, sans que celles-ci n'aient à engager de luttes politiques prolongées pour altérer les fondations légales du contrôle par l'État. Les contributions de Goetze et de Spaeder insistent toutes deux sur ces dynamiques en cours dans les collectivités où ils ont effectué leurs recherches. Dans d'autres cas, les revendications pour la gestion conjointe ou pour les droits des collectivités locales ont servi de base à la résistance et ont permis de renforcer l'organisation au niveau local (cf. les articles de Spaeder et de Feit dans ce numéro).

La cogestion a donc servi à enrôler des groupes et des mouvements sociaux rebelles dans le processus de conservation des ressources (tout en les neutralisant et en les poussant subrepticement à acquiescer aux régimes des États-nations), à habiliter les populations non représentées qui revendiquent leurs droits, et à favoriser la perpétuation des luttes sociopolitiques. C'est ce que nous permettent d'observer les travaux de Pinkerton (1993), Pinkerton et Weinstein (1995), Usher (1995) et Hoekema (1995), ainsi que ceux de Goetze (1998) et Agrawal et Gibson (2001).

Ainsi, contrairement aux cadres d'analyses «classiques» de la cogestion, qui tentaient de déterminer si celle-ci avait contribué au succès de la gestion des ressources et si les participants non gouvernementaux étaient satisfaits du rôle qu'ils étaient appelés à jouer dans les prises de décision, les chercheurs dirigent de plus en plus l'attention sur les contextes politiques et historiques, les luttes inégales et les effets de la cogestion.

Thèmes organisateurs

Les contributeurs à ce numéro spécial ont été invités à aborder un ou plusieurs groupes de thèmes issus de la littérature récente. Collectivement, ces articles portent l'attention analytique sur les façons dont ces régimes de cogestion parviennent ou non à arbitrer les conflits, à institutionnaliser les droits de propriété des collectivités locales, et à modifier les relations de pouvoir entre les collectivités locales et les institutions de gestion gouvernementales.

Plusieurs de ces articles mettent l'accent sur le thème des schémas locaux d'utilisation des ressources, des ententes portant sur les régimes fonciers et des relations sociales des usagers des ressources. Alors que les analyses antérieures traitaient des liens entre les usagers locaux de ressources, souvent des peuples autochtones, et les ressources terrestres et fauniques dont ils dépendent (Agrawal et Gibson 2001; Neumann 1998; Peluso 1992; Pinker-

ton 1989; Stonich 1993), Spaeder, Feit et Mulrennan et Scott analysent aussi dans leurs articles l'importance des relations sociales de propriété et la structure des revendications formelles et informelles pour les droits sur les terres et la gestion des ressources.

Un deuxième thème porte sur les dimensions politico-économiques et écologiques de l'utilisation des ressources environnementales à différentes échelles d'analyse, soit aux niveaux du village, de la région, de la nation et des relations transnationales. Les analyses de Goetze, Kofinas, Mulrennan et Scott, Nadasdy et Spaeder dans ce volume traitent des liens existant entre les schémas locaux d'utilisation de ressources, les cultures et la micropolitique, ainsi que des institutions, idées et forces plus larges qui influencent de façon significative le contexte de ces schémas. Leurs analyses apportent un complément au travail effectué par Peters (1987), Peluso (1992), Gibson (1999), ainsi que Paulson et Gezon (2005).

Un autre thème concerne les pratiques culturelles et les significations accordées à la nature et aux ressources naturelles. Des auteurs tels que Hecht et Cockburn (1990), Moore (1993), et Fairhead et Leach (1998) ont exploré les processus à travers lesquels la construction culturelle des ressources naturelles figure de façon prépondérante dans l'utilisation des terres et dans la dégradation ou l'entretien des différents environnements⁸. Ce thème soulève les questions suivantes : Comment les groupes d'acteurs sociaux divergents, à différentes «échelles» et dans différentes «positions», perçoivent-ils et définissent-ils socialement les ressources? Comment ces perceptions divergentes contribuent-elles à des conflits autour des ressources? Les acteurs prennent-ils part aux pratiques des régimes de cogestion, et si oui, de quelles façons? Ces questions sont abordées par Spak et Spaeder dans ce numéro.

Nous avons également invité les auteurs à soumettre des articles qui offrent des analyses historiques du développement des institutions de cogestion impliquant des collectivités dépendantes des ressources. Les auteurs conçoivent les histoires locales comme étant plus que de simples histoires de résistance aux processus nationaux et mondiaux, et fournissent un exposé plus riche des histoires et des processus socio-environnementaux locaux et de leurs effets potentiels, s'il y en a, sur des domaines plus larges. Ceci est illustré par l'article de Feit.

Nous croyons que ces quatre thèmes organisateurs aident à déplacer l'analyse de la cogestion vers une étude plus critique de la diversité des relations entre l'État-nation et les collectivités locales en Amérique du Nord, en intégrant les études de la cogestion environnementale aux analyses des régimes fonciers, des droits, de la gouvernance, de l'histoire, de la signification et du pouvoir.

Un aperçu des questions

L'article de Joseph Spaeder, «Co-management in a Landscape of Resistance», ouvre cette parution avec une description de comment deux différentes ententes de cogestion se sont développées à partir de la base, grâce au rôle proactif des chasseurs Eskimos Yup'ik de l'Alaska occidental. Il montre comment ces initiatives ont été mises sur pied dans le cadre de conflits émergents autour de la formalisation des régimes fonciers de l'État allant à l'encontre des régimes traditionnels Yup'ik, et comment les Yup'ik sont passés de la résistance quotidienne à une action politique à multiples niveaux afin d'atteindre leurs objectifs. Ainsi, il commence par un survol de l'histoire récente des régimes légaux de ressources, mis sur pied par l'État, que les Yup'ik ont défiés et utilisés. Tout au long de ses analyses, il souligne l'importance des conflits autour des droits et des connaissances, ainsi que celle des conceptions Yup'ik des animaux en tant qu'individus sociaux, autonomes et parfois puissants, pour comprendre la façon dont les stratégies Yup'ik de résistance, de négociation et de cogestion se sont développées. Ses conclusions révèlent comment ces nouvelles ententes de cogestion ont favorisé la renégociation des rapports et la transformation des configurations du pouvoir entre les Yup'ik et les institutions gouvernementales.

L'article de Gary Kofinas, «Caribou Hunters and Researchers at the Co-Management Interface», analyse une crise qui a surgi au cours des premières phases d'implantation d'un conseil de gestion dans le nord du Territoire du Yukon. Kofinas fournit une ethnographie de comment les conflits entre les experts en caribou et les chasseurs de caribou Gwich'in d'une part, et entre ces deux groupes et les agences de développement des ressources pétrolières d'autre part, se sont entrecroisés pour créer une série de conflits de loyauté et d'options divergentes qui ont transformé les rapports entre les scientifiques et les chasseurs. Il montre comment une institution de cogestion a été renforcée en raison de ces processus, et comment l'État s'est révélé ne pas être monolithique. Toutefois, Kofinas note de façon provocante que les frontières entre l'autorité autochtone et celle de l'État sont devenues plus floues en cours de route, et se demande si ces développements peuvent encore mener les collectivités à se laisser neutraliser et à adopter une rationalité instrumentale et institutionnelle.

Tout comme dans le cas étudié par Spaeder, une part importante de ce qui s'est produit a été influencée à la fois par des initiatives politiques locales, dont quelques-unes ont été prises hors des institutions de cogestion, et par les contextes historiques et politiques plus larges.

Monica Mulrennan et Colin Scott explorent, dans leur article «Co-management—An Attainable Partnership?», deux expériences de régimes de cogestion, l'un en place depuis plusieurs décennies dans le nord du Québec et l'autre mis sur pied plus récemment dans le détroit de Torres au nord de l'Australie. Dans l'exemple portant sur la Baie James, ils fournissent un compte rendu détaillé expliquant comment un régime de cogestion négocié et approuvé dans le contexte de litiges autochtones contre l'État est systématiquement subverti par les gouvernements, et ce, à chaque fois qu'il entre en conflit avec les industries et les groupes d'intérêts puissants, ou avec les intérêts de la bureaucratie d'État elle-même. Dans le détroit de Torres, où la cogestion est moins bien développée, ils ont observé des contraintes similaires sur l'efficacité, hormis lorsque les peuples autochtones se mobilisent politiquement ou entreprennent une action directe. Ils soutiennent que l'insistance des États pour s'assurer le monopole de l'autorité mène à des schémas de coercition systématique dans les rapports entre l'État et les autochtones, et se demandent si l'efficacité de la cogestion dépend de la capacité des acteurs autochtones à remettre continuellement en cause les desseins du gouvernement central ou à les freiner dans d'autres domaines. Ces auteurs présentent un sombre tableau de deux régimes de cogestion qui ont été mis sur pied ou déployés au travers de luttes, mais qui ont par la suite été subvertis alors même qu'ils étaient formalisés et établis pour une longue durée, exception faite des cas où les collectivités locales ont continué à défier l'État.

Les résultats de recherche de Mulrennan et Scott suggèrent, entre autres choses, que les stratégies de résistance et de négociation qui, selon Spaeder et Kofinas, sont nécessaires pour créer et transformer les ententes de cogestion initiées localement, et modifier le champ des relations entre les autochtones et l'État, sont également essentielles pour rendre les régimes de cogestion plus efficaces dans une pratique continue. Dans les nombreux cas où font défaut les conditions durables, la capacité ou l'engagement à poursuivre des luttes de longue haleine, l'État et les autres groupes d'intérêts tendent systématiquement à contrôler la participation des autochtones.

Paul Nadasdy déplace l'attention portant sur les problèmes de la création et de la pratique des régimes de cogestion vers un examen critique de ce que fait la cogestion, de ses effets souvent imprévus et non désirés. Son article «The Anti-Politics of TEK : The Institutionalization of Co-Management Discourse and Practice» explore comment un projet de cogestion de durée limitée s'est développé entre le gouvernement territorial du Yukon et la Première nation Kluane. Il soutient que l'habilitation a lieu

le plus souvent sous une forme spécifique, liée à la participation aux projets de la modernité et aux institutions modernes de l'État, et ce, selon les règles du «jeu» bureaucratique. Ceci freine par conséquent la remise en cause des structures de gestion de ressources en vigueur et risque de transformer la façon dont les autochtones conçoivent la terre et les animaux.

C'est ici qu'un dialogue intéressant mais implicite prend forme entre les quatre premiers articles, car certains éléments des articles de Spaeder, Kofinas, et Mulrennan et Scott semblent appuyer fortement la métacritique de la cogestion effectuée par Nadasdy, particulièrement en ce qui a trait aux bénéfices inavoués pour l'administration d'État. Néanmoins, les articles moins récents, ainsi que ceux de Goetze et Feit qui suivent dans ce numéro, ne concordent qu'en partie avec Nadasdy lorsqu'il suggère que la cogestion permet de limiter les critiques autochtones des pratiques de l'État et affirme qu'elle restreint le discours et l'action autochtones hors du domaine des institutions de cogestion. Les lecteurs sont invités à réfléchir sur ces questions.

L'article de Stella Spak «The position of Indigenous Knowledge in Canadian Co-management Organizations» analyse les allégations de deux conseils conjoints de gestion de la faune entre autochtones et gouvernements qui affirment donner priorité aux connaissances autochtones (CA) dans leurs opérations. Elle révèle de considérables différences entre les pratiques et structures des deux conseils en ce qui a trait aux connaissances Dene (CA), un conseil feignant d'adhérer à l'idée et l'autre étudiant, sollicitant, et utilisant activement les CA. Dans le premier cas, elle décrit comment ce manque de réceptivité s'établit en dépit des apports Dene. Elle conclut néanmoins que les connaissances autochtones, soient-elles à peine utilisées ou activement sollicitées, sont mises dans les deux cas au service de pratiques scientifiques et bureaucratiques de gestion d'État qui demeurent inchangées.

Ainsi conclut-elle, à l'instar de Nadasdy, que le fonctionnement des deux conseils de cogestion ne mène à aucune remise en cause ou réexamen des pratiques de contrôle de l'État, qu'elles favorisent le déploiement des idées et pratiques de l'État au sein des collectivités locales, et qu'elles peuvent mener les peuples autochtones à percevoir leurs connaissances comme ayant un rôle inférieur par rapport à l'expertise scientifique et bureaucratique.

L'article de Tara Goetze déplace notre attention plus au sud vers la côte Pacifique de l'île de Vancouver en Colombie-Britannique, où un vaste mouvement transnational de contestation contre la coupe des forêts pluviales tempérées de la côte (devenues iconiques) ainsi qu'une longue histoire d'organisation politique et de luttes autoch-

tones, ont créé les conditions pour la négociation d'une entente de cogestion impliquant un partage du pouvoir substantiel entre les gouvernements, les Nuu-chah-nulth et les citoyens locaux. Dans son article «Empowered Co-management : Towards Power Sharing and Indigenous Rights in Clayoquot Sound, B.C.», Goetze documente comment les Nuu-chah-nulth considèrent que leur leadership actif dans la négociation et l'instauration de cette entente affirme certaines de leurs visions pour l'avancement des revendications des droits autochtones, altère de façon positive leurs rapports systémiques avec les gouvernements, et engendre une nouvelle confiance parmi les participants aux processus de prise de décisions conjointes. Néanmoins, elle note que les expériences des Nuu-chah-nulth sont encore fort éloignées de ce à quoi ils aspirent. Tout au long de son analyse, Goetze offre un aperçu des récits Nuu-chah-nulth décrivant la façon dont ils tentent d'entrer en relation avec l'État, le type de rapports et de souveraineté qu'ils envisagent, et pourquoi ils pensent que la cogestion leur a permis de s'approcher de ces objectifs.

Goetze fait une analyse de l'expérience des Nuu-chah-nulth qui contraste avec les résultats de la cogestion discutés dans les trois articles précédents de ce numéro, dans la mesure où elle se concentre sur un régime de cogestion qui a eu un impact au niveau politique en favorisant le partage du pouvoir entre l'État et les collectivités locales et autochtones. Le contexte suggère toutefois que l'insistance de Mulrennan et Scott sur la mobilisation politique soutenue est essentielle. Ces juxtapositions soulèvent quelques questions : Peut-on déterminer les conditions qui favoriseraient la mise sur pied d'ententes similaires à celles développées à Clayoquot Sound, ou alors ces ententes dépendent-elles de circonstances exceptionnelles? Dans quelle mesure les visions et les stratégies complexes des Nuu-chah-nulth pour entrer en relation et négocier avec l'État ont-elles déterminé les effets de cette entente de cogestion, et qu'augurent ceux-ci pour les luttes politiques engagées avec l'État en d'autres lieux?

L'article de Harvey Feit, «Re-cognizing Co-Management as Co-Governance : Histories and Visions of Conservation at James Bay», se concentre sur les pratiques de cogestion élaborées au sein d'un système de réserves de castors, établi depuis les années 1930 entre les Cris et le gouvernement, et sur les relations entre ces institutions de cogestion émergentes et les pratiques et notions crieuses sur les régimes fonciers et le leadership, longuement traitées en anthropologie sous l'appellation de «territoires de chasse algonquins». Certaines des pratiques de ces territoires de chasse ont été incorporées dans les opérations des réserves de castors pour rendre celles-ci plus prati-

cables, et les territoires de chasse ont été partiellement altérés par le développement des réserves. Néanmoins, les territoires de chasse sont demeurés distincts des réserves de castors, et sont encore utilisés, longtemps après l'abandon des réserves. Cette analyse suggère toutefois, tout comme plusieurs des autres articles, que le processus de développement des régimes de cogestion a impliqué le déploiement de la capacité, de l'autorité, et de la légitimité de l'État pour gouverner le Nord du Québec.

Néanmoins, l'article de Feit montre également que la cogestion, tel que l'affirment plusieurs chasseurs cris aujourd'hui, est un processus au sein duquel les institutions et les agents du gouvernement ont reconnu explicitement et à plusieurs reprises la capacité, l'autorité et la légitimité de la gouvernance, des droits et des pratiques cris. Ceci s'est avéré même lorsque ces reconnaissances étaient accompagnées d'ambiguïtés et de contradictions parce qu'elles entraînaient en conflit avec la notion de souveraineté exclusive de l'État. Ainsi, l'analyse indique à ce point-ci que la cogestion peut non seulement renforcer le pouvoir de l'État, mais également accroître et reconnaître la légitimité indépendante des pratiques locales de conservation et de gouvernance parallèles, et ce, sans créer l'égalité.

Nous invitons nos lecteurs à réfléchir à la fois sur les questions des usages, effets et histoires de la cogestion, et sur comment celles-ci éclairent les enjeux plus larges qui émergent des relations entre les organisations politiques locales et les pratiques, institutions et conceptions de l'État-nation.

Joseph J. Spaeder; J.J. Spaeder Consulting, P.O. Box 2087, Homer, Alaska, 99603, U.S.A. E-mail: jjspaeder@earthlink.net
Harvey A. Feit, Department of Anthropology, McMaster University, 1280 Main St. W., Hamilton, Ontario, L8S 4L9, Canada. E-mail: feit@mcmaster.ca

Remerciement

Nous voulons remercier Winnie Lem et Andrew Lyons de leur conseil de valeur inestimable sur cet essai, et sur le volume dans l'ensemble.

Notes

- 1 Parmi les exceptions notables figurent Pinkerton (1989), Berkes et al. (1991), Usher (1995), Hoekema (1995) et Igoe (2004).
- 2 Voir par exemple McCay et Acheson (1987), Freeman et Carbyn (1988), Berkes (1989), Bromley (1992), Ostrom et al. (2002), Nadasdy (2003), Roué (2003) et Rodon (2003).
- 3 D'autres auteurs ont écrit sur le sujet, notamment Dove (1986), Feit (1988), Jentoft et al. (2003) et Blaser et al. (2004).
- 4 Voir par exemple Redford et Padoch (1992), Murombedzi (1991), Western (1994), Gibson (1999) et Igoe (2004).

- 5 Voir les travaux de Poffenberger (1990), Poffenberger et McGean (1996) et Greenough et Tsing (2003).
- 6 Voir Weaver (1991) et Hill et Press (1994).
- 7 Voir Peluso (1993) et Neumann (1998).
- 8 Voir également Fairhead et Leach (1996), Neumann (1998) et Anderson et Berglund (2003).

Références

- Agrawal, Arun, et Clark C. Gibson
 1999 Enchantment and Disenchantment : The Role of Community in Natural Resource Conservation. *Dans* World Development 27(4) : 629-49.
- Agrawal, Arun, et Clark C. Gibson, dirs.
 2001 Communities and the Environment : Ethnicity, Gender, and the State in Community-Based Conservation. New Brunswick, NJ : Rutgers University Press.
- Anderson, David G., et Eeva Berglund, dirs.
 2003 Ethnographies of Conservation : Environmentalism and the Distribution of Privilege. New York : Bergahn.
- Berkes, Fikret
 1989 Co-Management and the James Bay Agreement. *Dans* Co-Operative Management of Local Fisheries : New Directions for Improved Management and Community Development. Evelyn Pinkerton, dir. Pp. 189-208. Vancouver, BC : University of British Columbia Press.
- Berkes, Fikret, Peter George et Richard J. Preston
 1991 Co-Management : The Evolution of the Theory and Practice of the Joint Administration of Living Resources. *Alternatives* 18(2) : 12-18.
- Blaser, Mario, Harvey A. Feit et Glenn McRae, dirs.
 2004 In the Way of Development : Indigenous Peoples, Life Projects and Globalization. London : Zed Books and Canadian International Development Research Centre.
- Brockington, Dan
 2002 Fortress Conservation : The Preservation of the Mkomazi Game Reserve, Tanzania. Bloomington, IN : International African Institute and Indiana University Press.
- Bromley, Daniel W.
 1992 Making the Commons Work : Theory, Practice and Policy. San Francisco : Institute for Contemporary Studies.
- Colburn, F.D.
 1989 Everyday Forms of Peasant Resistance. Armonk, NY : M.E. Sharp.
- Dove, Michael
 1986 Peasant versus Government Perception and Use of the Environment. *Journal of Southeast Asian Studies* 17 : 113-136.
- Erlich, J., et James Magdanz
 1994 *Qikiqtarunmuit* Subsistence : Conservation in an Inupiaq Context. Kotzebue, Alaska : Kotzebue IRA.
- Escobar, Arturo
 1995 Encountering Development. The Making and Unmaking of the Third World. Princeton : Princeton University Press.

- Fairhead, James, et Melissa Leach
 1996 *Misreading the African Landscape : Society and Ecology in a Forest-Savanna Mosaic*. Cambridge : Cambridge University Press.
- 1998 *Reframing Deforestation : Global Analyses and Local Realities with Studies in West Africa*. London : Routledge.
- Feit, Harvey A.
 1988 *Self-Management and State Management : Forms of Knowing and Managing Northern Wildlife*. *Dans* Traditional Knowledge and Renewable Resource Management. M.M.R. Freeman and L.N. Carbyn, dirs. Pp. 92-104. Edmonton : Boreal Institute for Northern Studies.
- Ferguson, James
 1990 *The Anti-Politics Machine : "Development," Depoliticization, and Bureaucratic Power in Lesotho*. Cambridge : Cambridge University Press.
- Freeman, Milton, et L.N. Carbyn, dirs.
 1988 *Traditional Knowledge and Renewable Resource Management in Northern Regions*. Edmonton : Boreal Institute for Northern Studies, University of Alberta.
- Gibson, Clark C.
 1999 *Politicians and Poachers : The Political Ecology of Wildlife Policy in Africa*. Cambridge : Cambridge University Press.
- Goetze, Tara
 1998 *Reaching for New Perspectives on Co-Management with First Nations : Exploring the Possibilities for Conflict Management, Indigenous Rights, and Systemic Change under the Interim Measures Agreement in Clayoquot Sound, BC*. MA Thesis, Department of Anthropology, McMaster University, Hamilton, ON.
- 2005 *Muddy Waters : Conservation Discourse and the Politics of Power in Marine Park Co-Management in Belize*. PhD Thesis, Department of Anthropology, McMaster University, Hamilton, ON.
- Greenough, Paul, et Anna Lowenhaupt Tsing, dirs.
 2003 *Nature in the Global South : Environmental Projects in South and Southeast Asia*. Durham: Duke University Press.
- Guha, Ramachandra
 1990 *The Unquiet Woods : Ecological Change and Peasant Resistance in the Himalaya*. Berkeley : University of California Press.
- Hecht, S.B., et Alexander Cockburn
 1990 *The Fate of the Forest : Developers, Destroyers and Defenders of the Amazon*. New York : Harper Perennial.
- Hill, M.A., et A.J. Press
 1994 *Kakadu National Park : An Australian Experience in Comanagement*. *Dans* Natural Connections : Perspectives on Community-Based Conservation. David Western, R. Michael Wright et Shirley C. Strum, dirs. Pp. 135-157. Washington, DC : Island Press.
- Hoekema, A.
 1995 *Do Joint Decision-Making Boards Enhance Chances for a New Partnership between the State and Indigenous Peoples? Indigenous Affairs 1 : 4-10*.
- Homewood, K.M., et W.A. Rodgers
 1991 *Maasailand Ecology : Pastoralist Development and Wildlife Conservation in Ngorongoro, Tanzania*. Cambridge : Cambridge University Press.
- Igoe, Jim
 2004 *Conservation and Globalization. A Study of National Parks and Indigenous Communities from East Africa to South Dakota*. Belmont, CA : Thompson, Wadsworth.
- Jentoft, Svein, Henry Minde, et Ragnar Nilsen, dirs.
 2003 *Indigenous Peoples : Resource Management and Global Rights*. Delft : Eburon.
- McCay, B.J., et J.M. Acheson, dirs.
 1987 *The Question of the Commons : The Culture and Ecology of Communal Resources*. Tucson : University of Arizona Press.
- Moore, D.S.
 1993 *Contesting Terrain in Zimbabwe's Eastern Highlands – Political Ecology, Ethnography, and Peasant Resource Struggles*. *Economic Geography* 69(4) : 380-401.
- Murombedzi, J.
 1991 *Decentralizing Common Property Resources Management*. London : International Institute for Environment and Development.
- Nadasdy, Paul
 2003 *Hunters and Bureaucrats : Power, Knowledge and Aboriginal-State Relations in the Southwest Yukon*. Vancouver : University of British Columbia Press.
- Neumann, R.P.
 1998 *Imposing Wilderness : Struggles over Livelihood and Nature Preservation in Africa*. Berkeley : University of California Press.
- Ostrom, E.
 1990 *Governing the Commons : The Evolution of Institutions for Collective Action*. Cambridge : Cambridge University Press.
- Ostrom, E., T. Dietz, N. Dolsak, P. Stern, S. Stonich et E.U. Weber, dirs.
 2002 *The Drama of the Commons*. Washington, DC : National Academy Press.
- Paulson, Susan, et Lisa L. Gezon, dirs.
 2005 *Political Ecology across Spaces, Scales and Social Groups*. New Brunswick: Rutgers University Press.
- Peluso, Nancy L.
 1992 *Rich Forests, Poor People : Resource Control and Resistance in Java*. Berkeley : University of California Press.
- 1993 *Coercing Conservation? The Politics of State Resource Control*. *Global Environmental Change* 3(2) : 199-218.
- Peluso, Nancy L. et Michael Watts, dirs.
 2001 *Violent Environments*. Ithaca, NY : Cornell University Press.
- Peters, P.E.
 1987 *Embedded Systems and Rooted Models : The Grazing Lands of Botswana and the Commons Debate*. *Dans* The Question of the Commons : The Culture and Ecology of Communal Resources. B.J. McCay and J.M. Acheson, dirs. Pp. 171-194. Tucson : University of Arizona Press.

- Pinkerton, Evelyn, dir.
 1989 Co-operative Management of Local Fisheries. New Directions for Improved Management and Community Development. Vancouver : University of British Columbia Press.
 1993 Co-Management Efforts as Social Movements. *Alternatives* 19(3) : 33-38.
- Pinkerton, Evelyn, et Martin Weinstein
 1995 Fisheries That Work : Sustainability through Community-Based Management. Vancouver, BC : The Suzuki Foundation.
- Poffenberger, Mark
 1990 Keepers of the Forest : Land Management Alternatives in Southeast Asia. West Hartford : Kumarian Press.
- Poffenberger, M., et B. McGean
 1996 Village Voices, Forest Choices : Joint Forest Management in India. Delhi : Oxford University Press.
- Redford, K.H., et C. Padoch
 1992 Conservation of Neotropical Forests : Working from Traditional Resource Use. New York : Columbia University Press.
- Rodon, Thierry
 2003 En partenariat avec l'état : Les expériences de cogestion des autochtones du Canada. Québec : Les Presses de l'Université Laval.
- Roué, Marie, dir.
 2003 NGOs in the Governance of Biodiversity. *International Social Science Journal* 178. UNESCO.
- Scott, James C.
 1985 Weapons of the Weak : Everyday Forms of Peasant Resistance. New Haven : Yale University Press.
- Spaeder, Joseph J.
 2000 Co-management in a Landscape of Resistance: Resource Conflicts and Decentralized Wildlife Management in Rural Alaska. PhD Dissertation, University of California-Davis, Graduate Group in Ecology.
- Stevens, Stan, dir.
 1997 Conservation through Cultural Survival : Indigenous Peoples and Protected Areas. Washington, DC : Island Press.
- Stonich, Susan C.
 1993 «I Am Destroying the Land!» : The Political Ecology of Poverty and Environmental Destruction in Honduras. Boulder : Westview Press.
- Taylor, B., dir.
 1995 Ecological Resistance Movements. Albany, NY : State University of New York Press.
- Usher, Peter J.
 1995 Comanagement of Natural Resources : Some Aspects of Canadian Experience. *Dans* Human Ecology and Climate Change : People and Resources in the Far North. David L. Peterson et Darryll R. Johnson, dirs. Pp. 197-206. Washington : Taylor and Francis.
- Weaver, S.
 1991 The Role of Aborigines in the Management of Australia's Cobourge (Gurig) and Kakadu National Parks. *Dans* Resident Peoples and National Parks. P. West et S. Brechin, dirs. Pp. 311-332. Tucson : University of Arizona Press.
- West, P., et S. Brechin, dirs.
 1991 Resident Peoples and National Parks. Tucson : University of Arizona Press.
- Western, David
 1994 Ecosystem Conservation and Rural Development : The Case of Amboseli. *Dans* Natural Connections : Perspectives on Community-Based Conservation. David Western, R. Michael Wright, et Shirley C. Strum, dirs. Pp. 15-52. Washington, DC : Island Press.